25 avril 2026 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Conférence de presse du Président de la République et du Premier ministre de la République hellénique Kyriákos Mitsotákis.

Emmanuel MACRON

Merci, Monsieur le Premier ministre, cher Kyriákos,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Madame l'ambassadrice, Monsieur l'ambassadeur, Mesdames et Messieurs,

Merci pour vos mots, monsieur le Premier ministre à l'instant, cher Kyriákos, et votre accueil pour l'ensemble de ma délégation et moi-même. Vous venez de rappeler une fois encore, nous l'avons fait hier, la profondeur, l'intensité de la relation entre nos deux pays, l'amitié qui nous lie.

Alors que le monde se fait chaque jour plus brutal, plus instable, en déséquilibre, celle-ci n'est pas simplement importante, ce n'est pas un legs de l'histoire. Nous l'avons, si je puis dire, revigorée. En effet, en 2021, nous avons signé ce partenariat stratégique de défense, aussi parce que la France avait délété, su réagir face aux menaces qui réapparaissaient et qui vous touchaient. Et c'est ce partenariat que nous avons reconduit ici. Pendant cinq années, nous l'avons saisi de manière très concrète et avons densifié, en matière de défense, en matière de relations stratégiques, de manière inédite, le lien entre nos deux pays.

Ce faisant, nous avons lancé un mouvement qui a inspiré et continue d'inspirer le reste de l'Europe et a consolidé ce pilier européen de l'OTAN, cette Europe de la défense, qui est maintenant devenue, si je puis dire, une vraie stratégie au cœur de notre Europe.

Quelques mois après notre partenariat stratégique, nous lancions un exercice stratégique européen, nous avons débouché sur ce fameux compas, et puis on a fait, il y a maintenant un an, au niveau européen, ce Conseil si important de mars dernier qui a consacré, justement, cette Europe de la défense.

En 2021, quand la Grèce et la France se liaient par ce partenariat, c'était un gros mot pour beaucoup de gens. Nous avons eu, au travers de ce partenariat aussi, une fonction, si je puis dire, d'inspiration, d'élan pour beaucoup. Il y a au sein de ce partenariat une clause d'aide et d'assurance mutuelle en cas d'agression armée. Je veux dire ici qu'il est bon de le dire, ce ne sont pas simplement des mots. Cette clause, elle se vivra en acte. Et d'ailleurs, c'est exactement celle que nous avons aussi mise en acte ensemble vis-à-vis de Chypre le 1er et 2 mars dernier, puis pour les semaines qui ont suivi.

Et puis elle s'est traduite par des coopérations industrielles de défense, la Grèce ayant fait le choix de s'équiper de 24 Rafale et de 4 frégates de Naval Group, dont la première, la Kimon, produite à Laurion, que nous avons été visitée ce matin, qui vous a été livrée en janvier. Cette même frégate qui s'est d'ailleurs déployée au large de Chypre mars dernier. Nous avons multiplié les échanges entre nos armées, les opérations communes, maritimes et terrestres.

Ce partenariat, aujourd'hui, nous ne venons pas simplement de le consacrer, mais de l'élargir par la signature d'un partenariat stratégique global renforcé. Bien sûr, la défense, avec, en matière d'innovation, là aussi en renforcement de nos liens, la dimension nouvelle que représente la dissuasion aussi avancée, que j'ai annoncée il y a quelques semaines, qui a fait l'objet d'un travail intense entre nos équipes, et que nous allons poursuivre, et qui permet d'ancrer ce lien stratégique entre la Grèce et la France.

Aussi, en allant bien au-delà de la défense, ce partenariat prend un nouveau tour, en renforçant la coopération entre nos services diplomatiques, dans l'énergie, avec un accord sur le nucléaire civil, dans l'environnement, avec la décision de la Grèce, que je salue vivement, de rejoindre l'organisation internationale Mercator, de système et services numériques pour les océans, dans l'enseignement supérieur, dans l'éducation. Nous aurons tout à l'heure l'occasion de visiter, avec monsieur le Premier ministre, l'exposition, célébrant les 180 ans de l'École française d'Athènes, lieu de référence pour les chercheuses et les chercheurs en sciences humaines et sociales.

Nous renforçons ce faisant le partenariat scientifique et notre partenariat en matière de culture. Ce matin, l'ensemble de nos musées se sont, sous l'autorité de nos ministres, réunis, pour voir aussi les politiques d'échange, de renforcement et de partenariat. Celui-ci vient aussi couvrir l'économie et la compétitivité. Les échanges franco-grecs ont doublé en 10 ans. Ils n'ont jamais été aussi élevés. Près de 200 entreprises françaises, comptant près de 17 000 salariés, sont implantées en Grèce. Elles opèrent dans des secteurs stratégiques, le numérique, l'intelligence artificielle, le renouvelable, les réseaux électriques, les services financiers, avec, par exemple, vous l'avez évoqué, le rachat de la bourse d'Athènes par Euronext en novembre 2025.

Consolidation, d'ailleurs, qui, là aussi, permettra de servir de point d'appui à l'Union des marchés de capitaux, à laquelle nous croyons l'un et l'autre profondément. Je me réjouis à ce titre que cette visite ait été l'occasion de signer plusieurs grands contrats, dans le domaine de la défense, avec la rénovation des missiles MICA de l'armée hellénique par MBDA, dans les énergies renouvelables, avec la signature par Akuo d'un contrat de développement conjoint pour sept projets éoliens en Grèce centrale. Le forum économique que nous clôturerons ensemble tout à l'heure permettra d'accélérer dans cette voie, parce que nous avons encore beaucoup à faire.

Je le disais, au-delà de la relation bilatérale, nous œuvrons ensemble avec une intimité stratégique très forte. Face à la situation que nous connaissons au Moyen-Orient, nous appelons l'un et l'autre au retour de la paix, au maintien du cessez-le-feu, incluant le Liban, à la poursuite des négociations diplomatiques pour traiter de la question nucléaire, balistique et des déstabilisations régionales, à la réouverture pacifique du détroit d'Ormuz, et ensemble. Avec 47 autres pays, nous avons tenu la première réunion de cette mission ad hoc pour la réouverture pacifique d'Ormuz il y a une semaine. Et ensemble, nous plaidons pour que la paix soit trouvée au Liban, que ce pays puisse retrouver sa pleine souveraineté et sa stabilité, et que le gouvernement libanais et ses Forces armées puissent procéder au désarmement du Hezbollah. Paix, stabilité dans la région, c'est l'agenda que nous défendons.

De la même manière, depuis le premier jour, ensemble, nous sommes aux côtés de l'Ukraine pour résister à la guerre d'agression russe. Nous l'avons fait avec des aides multiples. Et ces dernières heures encore, nous étions à Chypre ensemble, avec la finalisation du prêt de 90 milliards d'euros de l'Union européenne, finalement confirmée, qui va pouvoir acter la décision prise ensemble en décembre dernier. Nous voulons et nous continuons d'avancer pour une Europe plus forte, plus sûre, plus souveraine en matière de défense et de sécurité, mais aussi une Europe plus compétitive, et ça veut dire également une Europe plus forte en matière économique et technologique. Et les deux sont indissociables.

Notre conviction profonde, ce qui nourrit nos stratégies, c'est que nous plaidons pour que notre Europe accélère dans cet agenda, se tienne comme une vraie puissance géopolitique, c'est-à-dire de défense et de sécurité, mais aussi industrielle, agricole, économique, technologique, et puisse être beaucoup plus compétitive, investir davantage et protéger davantage son économie. Enfin, puisque nous parlons d'Europe, je veux dire là aussi que nous avons ensemble contribué à impulser un mouvement que je crois inarrêtable et salutaire, qui est celui de la protection de nos démocraties et de nos enfances.

Il y a quelques mois, ensemble, nous avons lancé, avec quelques autres collègues d'ailleurs méditerranéens, une première initiative pour protéger nos enfants et nos adolescents des réseaux sociaux, et aller vers des politiques d'interdiction. Nous l'apportons dans nos deux pays. Nous étions 6, un peu comme dans le site, vous savez. On est partis à six, on est déjà à 14. Je suis sûr qu'on arrivera à 27, parce que c'est une évidence. Les scientifiques, maintenant, l'ont prouvé. Et donc, nous allons aller au bout de ce combat.

En septembre prochain, nous aurons mis en œuvre un texte qui permettra d'interdire nos réseaux sociaux aux jeunes de moins de 15 ans. Je sais que la Grèce, à compter de janvier 2027, fera exactement la même chose. On s'est coordonné pour pousser la mise en œuvre au niveau européen. On est en train de convaincre tous les collègues. De la même manière, on veut aussi, ensemble, se battre pour que les règles démocratiques soient mieux respectées par les plateformes numériques. La transparence des algorithmes, la lutte contre les faux comptes, la responsabilisation aussi des acteurs, comme d'ailleurs, ensemble, nous avions œuvré en ce sens pour le DSA. Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais ici dire.

Mais au fond, tout cela dit une chose. C'est combien l'alliance de nos pays peut non seulement nous renforcer conjointement, mais rendre aussi l'Europe plus forte. Parce que l'histoire entre la Grèce et la France, c'est une histoire d'inspiration et d'amitié réciproque, en termes de démocratie, en termes de liberté, en termes d'innovation. À chaque fois, nous avons su reconnaître la force de l'autre et nous nous en sommes inspirés. Et c'est cela qui, au fond, a toujours nourri la relation bilatérale. Parce que la Grèce et la France sont aussi cela de commun, qu'elles ont toujours et qu'elles continuent de toujours vouloir penser plus grande que la frontière de nos pays.

Comme deux puissances maritimes, nous pensons un peu l'universel. C'est aussi pour cela que nos deux pays sont liés par cette alliance si singulière que nous avons encore célébrée hier et que nous continuerons de faire avancer. Merci, Monsieur le Premier ministre, merci infiniment très cher Kyriákos pour ces discussions, ces textes importants que nous avons signés, mais surtout pour le chemin commun que nous continuons de mener ensemble. Merci, mesdames et messieurs.

Journaliste

Monsieur le Président, vous avez renouvelé l'accord stratégique pour la sécurité et la défense. Que va se passer à partir de demain ? Quels seront les changements à partir de demain pour ce qui est de la sécurité de la Grèce, de la France et de l'Europe, puisque vous soulignez toujours la dimension européenne, vous évoquez une sorte d'OTAN européen, si vous voulez ? Quels sont les liens entre tout cela et le débat concernant l'article 42, paragraphe 7, pour la réponse automatique en cas de menace ? Merci.

Emmanuel MACRON

Vous avez raison de dire que nos traités européens ont un article, l'article 42, paragraphe 7, qui est au fond, dans sa substance, plus fort que l'article 5, parce qu'il prévoit une solidarité entre les États membres, mais il ne laisse pas l'option.

Nous avons montré que l'article 42, paragraphe 7, n'était pas des mots. Ensemble, au début du mois de mars dernier, Chypre a été visée par des attaques du Hezbollah. Nous sommes venus et la décision a été prise dans la minute. Votre frégate, le groupe de notre côté, avec notre porte-avion, nos frégates et les frégates de plusieurs de nos collègues, et des moyens supplémentaires.

De la même manière, lorsque le Danemark a commencé à être menacé, la situation était différente, mais des alertes étaient là, nous avons tout de suite réagi. Je crois pouvoir dire que pour la Grèce et la France, l'article 42.7, c'est du béton, c'est-à-dire que c'est une obligation et nous sommes là. Mais nous avons rendu encore plus fort cet article, si je puis dire, par notre partenariat stratégique de défense, et maintenant ce partenariat stratégique global renforcé.

Et qu'est-ce qu'il dit ? Il y a cette clause d'assurance mutuelle. Il le rend encore plus fort, il le lit de manière bilatérale entre nos deux pays, et c'est ce qui m'a permis de vous dire hier soir avec beaucoup de clarté : ne vous posez même pas la question, quoi qu'il arrive, nous serons là, à vos côtés. Et nous l'avons renforcé par aussi des capacités communes.

Je pense que ce qui est très fort et ce qui a changé, et ce que ce partenariat vient changer à nouveau, c'est que non seulement on a des programmes industriels communs, on a des équipements communs, c'est-à-dire on utilise les mêmes frégates.

En vrai, votre programme de frégate, il est jumeau d'une autre, on avance ensemble. On n'en a pas plus que vous, on est les deux nations clientes de Naval Group sur FDI. Vous vous dotez des rafales, on avance ensemble, on fait des exercices communs. Là, on renouvelle les MICA. On a encore d'autres projets, et la suite est à construire. Avec ce dialogue aussi sur la dissuasion renforcée, c'est une intimité stratégique beaucoup plus forte, qui fait que moi, j'ai souhaité proposer à monsieur le Premier ministre, et il a souhaité engager ce dialogue stratégique, de voir comment on pouvait encore renforcer ces liens. Ce sont des coopérations industrielles, capacitaires et stratégiques pour encore renforcer cette clause d'assistance. C'est assez inédit, ça l'est même résolument, et ceci montre le lien entre nos deux pays. Voilà exactement ce que c'est. C'est beaucoup plus fort que tout ce qu'on peut avoir à travers les alliances qui lient beaucoup d'autres États.

Je veux ici que vous ayez bien en tête une chose, c'est que cette clause d'assurance mutuelle et d'assistance, elle est intangible et elle n'est pas discutée entre nous. Donc il n'y a pas de point d'interrogation à avoir, il n'y a pas de doute à nourrir, et pour tous nos ennemis potentiels, ou réels, il faut qu'ils le sachent très clairement. Voilà.

[Intervention de M. Kyriákos MITSOTÁKIS]

Journaliste

Bonjour monsieur le Premier ministre, bonjour monsieur le Président. Pour rebondir sur la question de mon confrère sur l'article 42.7, il y a une demande dans la région, y compris à Chypre où vous étiez hier, de clarification de l'opérationnalité, de renforcement de cet article.

Est-ce que vous y êtes ? La France y est favorable pour vraiment graver dans le marbre ce renforcement pour que les Européennes prennent le relais d'une OTAN qui peut se montrer défaillante. Et justement sur l'OTAN, vous avez redit hier qu'elle était affaiblie par les remises en cause constantes côté américain. Ces critiques virulentes contre les Européens se sont encore poursuivies hier sur la question du détroit d'Ormuz. Avec des fuites sur une présumée volonté de suspendre l'Espagne. Dans ces conditions, Monsieur le Président, est-ce que vous diriez que l'OTAN est toujours une alliance, qu'elle n'est pas totalement dévitalisée pour ne pas reprendre un autre diagnostic que vous avez pu émettre il y a quelques années ? Merci.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Sur l'article 42, paragraphe 7, on vient de l'évoquer. Je crois que pour nous, il est clair et qu'il n'y a pas d'interprétation ou d'ambiguïté, si je puis dire, sur cet article. Il faut maintenant, dès que la vocation est mise en œuvre, l'opérationnaliser.

Ce que nous avons fait encore récemment et ce que nous ferons à l'égard de tous ceux qui auraient besoin de le solliciter, c'est aussi la force de notre Union européenne. Je ne crois pas qu'il y ait un besoin aujourd'hui de changer les traités ou de les modifier, ils sont très clairs. Il y a simplement un besoin d'abord de continuer de renforcer la défense et la sécurité de tous nos pays. C'est la logique dans laquelle nous nous sommes engagés. C'est nous-mêmes nous équiper, continuer d'innover. Et c'est ce que nous défendons depuis neuf ans. L'Europe plus souveraine que nous appelons de nos vœux, c'est une Europe qui innove, qui produit sur son sol. Et donc, on a besoin, nous tous, Européens, la relation franco-grecque en est l'illustration vivante, d'acheter davantage européens, de produire davantage européens, d'innover davantage en Européens.

Mais pour ça, il faut aussi rester très compétitif en européens. Parce qu'on ne va pas acheter des choses qui sont moins bien que les compétiteurs ou qui sont beaucoup plus chères. C'est ça notre défi. C'est comme ça qu'on le mettra en œuvre.

Donc les stratégies nationales, la clarté est donnée. Elle a été rappelée d'ailleurs hier par la présidente de la Commission lors de nos débats. Article 42, paragraphe 7, elle a la même lecture que nous deux, la même.

Ensuite, c'est sa mise en œuvre, le moins souvent possible, parce que ça voudrait dire sinon qu'il y a des agressions ou des attaques, mais en tout cas en ne laissant aucune ambiguïté. L'OTAN apporte des choses et nous n'avons jamais considéré que nos alliances, nos partenariats ou l'Union européenne étaient une alternative à l'OTAN ou quelque chose pour supprimer l'OTAN. L'OTAN, c'est une alliance plus large qui apporte l'interopérabilité, qui avait évidemment notre allié américain. Et donc nous, notre responsabilité, c'est de ne jamais rien faire pour affaiblir l'OTAN. Et je crois pouvoir dire qu'avec méthode, c'est exactement ce que nous faisons. Mais c'est aussi de regarder avec lucidité le fait que ce qui est demandé, parfois gentiment, parfois moins gentiment par les Américains aux Européens, c'est au fond de faire quoi ? De s'occuper de leur sécurité. C'est ça le message qui est donné. Quand on nous dit : vous devez prendre vos parts du fardeau, vous devez investir plus, ce qui était le message déjà il y a près de 10 ans.

Quand on nous dit, on nous secoue aujourd'hui un peu en menaçant un tel ou tel, la leçon qu'on doit en tirer : ne soyons plus dépendants. Et donc, on doit, oui, investir davantage, mais nous, Européens, on doit renforcer ce pilier européen de l'OTAN, on doit renforcer cette Europe de la défense, non pas contre qui que ce soit, non pas en alternative à quoi que ce soit, en essayant de consolider nos alliances historiques, parce qu'elles nous rendent plus fortes et sont le fruit aussi d'une amitié et d'une estime, mais en ayant la lucidité de voir que ça peut être fragilisé. Donc on ne doit pas courir ce risque. Voilà, c'est exactement notre stratégie.

[Intervention de M. Kyriákos MITSOTÁKIS]

Journaliste

Hier soir, au Forum romain, vous avez dit que cette crise est une opportunité. Nous pouvons renforcer l'Europe et cela passe à travers une économie concurrentielle et compétitive. Il nous faut donc des ressources. Il y a tout un débat, toute une discussion sur le cadre financier pluriannuel, mais les stratégies sont différentes selon les pays. Est-ce que l'Europe saura trouver les ressources nécessaires afin d'atteindre ses ambitions ? Merci.

Emmanuel MACRON

Je suis un éternel optimiste, donc je vais vous dire oui. L'expérience, c'est ce que j'évoquais un peu hier aussi, me conduit plutôt à vous dire oui, parce qu'à chaque fois, on commence avec des positions très écartées, on arrive toujours à l'obtenir.

Une Europe plus compétitive qui est dans la course, c'est une Europe qui simplifie, qui protège son économie contre le non-respect du commerce international des pratiques de dumping, qui diversifie ses partenariats et puis qui investit dans l'innovation, la transformation. C'est tout le défi de notre budget. On doit garder nos politiques historiques, elles sont importantes. Et ce n'est pas ici qu'on va dire, entre nous, qu'on est pour sacrifier la Politique agricole commune ou les Fonds de cohésion. Donc ça, c'est nos grands budgets historiques, on veut les maintenir et il y aura une écrasante majorité pour les maintenir.

Et puis, on a des défis historiques liés à notre génération : la défense et la sécurité, la bascule technologique que sont l'IA et le quantique et les green tech. Sur ces trois catégories, l'investissement est à faire maintenant. Et les Européens investissent beaucoup moins que les Américains et les Chinois, publics et privés. Donc pour faire face à ces nouveaux défis, ces trois catégories de dépenses, on doit mobiliser de l'argent privé, beaucoup mieux. C'est notre Union des marchés de capitaux. Et ça, il ne faut pas ralentir, aller en arrière, il faut accélérer. Mais on a besoin aussi de plus d'argent public. Comme on veut que ce soit un marché unique, puisqu'on le défend, qu'on simplifie les règles, on ne veut pas que cet argent public soit national, sinon on va recréer de la compétition interne.

Il doit être européen, cet argent public. Alors, on a plusieurs leviers. On a des ressources propres nouvelles, parce qu'en même temps, personne n'a envie que les contributions nationales n'augmentent. On a tous des limites. Et donc l'argent public nouveau au niveau européen, ça peut être quoi ? Les contributions nationales, personne n'a envie de les augmenter. Deuxième option, les ressources propres, on est prêt à regarder. Il y a des ressources propres qui peuvent être mobilisées. La Commission a proposé des idées, le Parlement européen.

Il faut avancer là-dessus, c'est le débat qui a été lancé hier par la Commission. Nous sommes favorables à avoir de nouvelles ressources propres. Et puis, in fine, il faut bien regarder aussi le contexte dans lequel on est. Et c'est là où tout se rejoint, où le moment est important. C'est qu'il y a un appétit pour la dette européenne parce qu'il y a une géopolitique et parce que les investisseurs aujourd'hui ont envie d'un peu réduire leur risque, leur exposition aux papiers américains, s'ils ont beaucoup acheté Il n'y a pas tellement de papiers européens, il y a des papiers nationaux, on vend de la dette de chacune de nos nations, mais on a besoin de ce que les marchés appellent un *safe and liquid asset*, un actif qui est à la fois sûr et liquide. C'est de la dette européenne.

Là, on a deux leviers à creuser. Le premier, on s'est endetté au moment du Covid. Aujourd'hui, on nous dit qu'il faut vite le rembourser. C'est idiot. Étalons cette dette, refaisons des réémissions, parce que les gens veulent ce papier pour pas cher. Ça nous donne de la profondeur de champ.

La deuxième chose, peut-être que sur des dépenses, pour bien rassurer tout le monde, qui sont d'intérêt commun, qui sont nouvelles, allez, la défense, le spatial, l'intelligence artificielle, on a peut-être un intérêt à émettre ensemble de la dette.

Aujourd'hui, beaucoup vont vous dire : jamais de la vie. Mais en vérité, soit ils décident de ne pas investir, erreur stratégique énorme, soit ils décident d'augmenter leurs contributions nationales, ils n'en ont pas envie, soit on trouve des ressources nouvelles. A la fin, on va y arriver, parce qu'au fond, l'Europe doit être dans le jeu. On n'a pas envie de laisser à nos enfants une Europe qui serait complètement distancée sur le plan technologique, qui serait hors du jeu technologique ou de la défense, et donc c'est maintenant qu'il faut faire ces investissements. Donc voilà, je vous ai donné l'ensemble des possibles. Donc nous, on va se battre pour trouver des nouvelles ressources propres et être pragmatiques sur la question de l'endettement commun.

[Intervention de M. Kyriákos MITSOTÁKIS]

Journaliste

Monsieur le Président. Ce conflit, il a un impact majeur sur le secteur énergétique partout dans le monde. Le patron de TotalÉnergies, Patrick Pouyanné, évoque une ère de pénurie énergétique possible si le blocage du détroit d'Ormuz continue encore deux à trois mois. Question simple, est-ce qu'on pourrait avoir des stations françaises, même grecques, complètement à sec cet été ? Et puis juste une question sur la marge des distributeurs. Sur les 15 principaux distributeurs étudiés dans un document de travail du Gouvernement, il y a une majorité d'entre eux qui ont augmenté de manière considérable leur marge. Est-ce que vous reconnaissez qu'il y a des abus ? Et est-ce qu'il faut plafonner les marges selon vous ?

Emmanuel MACRON

Alors, je vais répondre d'abord à la deuxième question, puis j'irai sur la première. Le Premier ministre, le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Énergie, et son collègue en charge de la consommation, a juste le titre mis en place, dès le début, un mécanisme de transparence. Donc moi, je ne ferai pas ici de commentaires parce que, dans ces contextes-là, il ne faut pas créer de la défiance ou stigmatiser. Il y a de la transparence, c'est contrôlé, c'est vérifié. La direction générale compétente, celle de la consommation, le commerce et de la répression des fraudes, regarde chacun de ses distributeurs et regarde comment les prix sont répercutés à la pompe et s'il y a des marges excessives ou pas, à la hausse comme à la baisse. Sur la base de ces rapports, et moi, je ne commande pas des fuites ou autres, la transparence est faite et des décisions sont prises. Voilà.

On n'a pas attendu deux mois. Dès le début, le Gouvernement a pris les bonnes dispositions et transparence, accompagnement, responsabilisation, c'est la bonne pratique. On est tous embarqués dans la même galère et cette galère, on ne l'a pas choisie, si je puis dire. Nous subissons la géopolitique et nous subissons cette guerre qui a été enclenchée il y a maintenant plusieurs mois. Sur votre première question, je me garderais bien de faire de la politique-fiction, parce que ce n'est pas mon travail et surtout, je sais comment la psychologie peut se comporter.

On n'est pas là pour expliquer le pire des risques, parce que la pire des choses dans ces moments-là où il y a des tensions de l'incertitude géopolitique, c'est que ces tensions soient accrues par des comportements de panique. Et bien souvent, la pénurie, on la crée par ces comportements de panique eux-mêmes.

Je crois pouvoir vous dire à ce stade que la situation, elle est contrôlée, qu'il y a un impact sur les prix mondiaux que, malheureusement, vivent nos compatriotes, qu'on a mis en place des dispositifs d'aide sectorielle et un accompagnement pour les plus grands rouleurs, qu'aujourd'hui, la situation ne nous fait envisager aucune pénurie et qu'on consacre plutôt notre énergie pour rouvrir le plus vite possible Ormuz et donc encourager les parties prenantes à aller au bout des négociations, stabiliser la situation et rouvrir Ormuz. C'est pour ça qu'on s'est mobilisés vendredi dernier.

Notre travail, c'est plutôt que dans les prochains jours et prochaines semaines, on puisse obtenir une réouverture complète, conforme au droit international à la liberté de navigation, sans péage sur le détroit d'Ormuz. Et là, les choses pourront progressivement revenir à la normale. On sait qu'il faudra un petit peu de temps pour restabiliser. Parce qu'il faudra retrouver la fluidité logistique, il faudra faire redémarrer des capacités de production. Donc les choses ne sont pas simples. Mais on n'est pas dans le scénario qui est un des scénarios du pire que vous avez décrit, qui n'est aujourd'hui pas le plus probable et qui ne m'appartient pas de commenter.

[Intervention de M. Kyriákos MITSOTÁKIS]